

La Macronie et le Mouvement des Gilets Jaunes : Manipulation et Récupération

René Albani

9 novembre 2019

Introduction

Les dernières élections européennes ont permis au Président de la République française Emmanuel Macron de conforter sa position politique en tant que premier responsable de l'État français. Il a gagné son pari en ayant le même nombre de députés européens que le Rassemblement National même s'il a espéré dépasser son principal rival. Il a même réussi à siphonner des voix aux Républicains en les ramenant à un score assez faible.

Signalons que le parlement européen vote beaucoup de lois qui affectent la vie quotidienne des citoyens de l'Union européenne. 70 % des décisions nationales sont en fait prises ou votées par le parlement européen. Ce qui montre l'importance de l'Union européenne dans notre vie quotidienne et ce qui montre l'importance du choix des députés européens.

Emmanuel Macron a réussi à garder un socle électoral fort (plus de 20% des votants) et à faire un score presque identique à celui du Rassemblement National. Les sondages ont montré que l'électorat macroniste des européennes n'était pas le même que celui des élections présidentielles. Aux européennes, les électeurs de gauche ont voté pour les listes de gauche et pour les écologistes tandis que beaucoup d'électeurs qui votaient pour les Républicains et pour leurs alliés centristes, ont voté pour la liste LaREM. Ainsi, le socle fort actuel de l'électorat d'Emmanuel Macron provient de la droite modérée qui a apprécié entre autres la suppression de l'ISF (Impôt Sur la Fortune) et la nomination de plusieurs ministres de droite. Je rappelle que la droite et les centristes ont toujours été contre l'ISF mais ne l'ont pas supprimé sous Nicolas Sarkozy de peur que la population française modeste et pauvre ne voie dans cette suppression comme un cadeau pour les riches.

Mais la réussite d'Emmanuel Macron aux élections européennes n'aurait jamais pu avoir lieu sans la présence d'un facteur externe qui a bouleversé la donne politique et sociale de la France. Ce facteur externe a ébranlé tous les partis politiques, certains en ont profité tandis que d'autres en ont souffert. Ce facteur externe est la mise en plein lumière de la difficulté d'une partie des Français de boucler la fin du mois, des Français qui travaillent et d'autres retraités. Or, ce facteur externe aurait dû ébranler la Macronie et baisser la popularité du président de la République, mais le mouvement des Gilets Jaunes, qui a porté les revendications des Français qui n'arrivent pas à boucler leur fin du mois, a réussi à renforcer la position du Président de la République.

Naissance des Gilets Jaunes

Suite à la vidéo postée sur internet par Janine Moreau interpellant le président de la République sur la hausse du prix du carburant, Éric Drouet, chauffeur routier de 33 ans, appelle les Français, via sa page Facebook, à manifester le 17 novembre 2018 contre la hausse du prix du carburant. L'appel de Monsieur Drouet fut largement entendu. Les manifestants, portant un gilet jaune, arpentent les rues de Paris et de la plupart des villes françaises. Aussi, d'autres manifestants s'installent sur les ronds-points dans les différents coins de la France. Les partis politiques d'opposition, sans exceptions, profitent de l'appel d'Éric Drouet pour envoyer des personnes grossir le rang des manifestants. Ainsi, le 17 novembre 2018, des Gilets Jaunes, d'horizons politiques divers, se retrouvent ensemble lors de manifestations

importantes dans toutes les villes françaises. Le pari d'Éric Drouet est réussi, le chauffeur routier a pu mobiliser des Français contre la hausse du carburant. Les partis politiques opposés à Emmanuel Macron ont eux aussi réussi à mobiliser des Français contre Emmanuel Macron espérant ainsi déstabiliser le Président de la République et son gouvernement.

Le 17 novembre 2018, 282 000 Gilets Jaunes se sont mobilisés sur l'ensemble du territoire français.

L'appel d'Éric Drouet comme celui de Janine Moreau étaient simple : *« le coût du carburant affecte la vie de beaucoup de Français. Nous demandons aux élus de la République, à leur tête Emmanuel Macron, de faire le nécessaire pour faire baisser le coût. »*

Emmanuel Macron voyait dans la manifestation du 17 novembre, une grogne syndicale plus qu'autre chose. Il n'avait pas compris que cette manifestation reflétait un ras-le-bol social d'une partie des Français qui vit mal. Emmanuel Macron pensait que les manifestants allaient rentrer chez eux après le 17 novembre et que tout va se calmer. Voyant que le Président de la République n'avait pas compris le message, Éric Drouet appelle à manifester de nouveau le 24 novembre 2018. L'appel fut entendu, mais le nombre de manifestants a baissé subitement à 107 000. Les partis politiques ont appelé discrètement leurs adhérents à ne plus manifester et aussi des Gilets Jaunes modestes n'ayant pas les moyens financiers de se déplacer des campagnes vers les villes pour aller manifester, étaient restés chez eux.

Malgré le second samedi de manifestations, Emmanuel Macron ne comprenait toujours pas pourquoi ces Gilets Jaunes manifestaient. Or, le président de la République aurait dû inviter Éric Drouet et Janine Moreau, et uniquement eux, à l'Élysée pour les écouter et comprendre les causes exactes de ces manifestations. Emmanuel Macron aurait dû faire un geste significatif envers les manifestants et associer Janine Moreau et Éric Drouet à toute solution économique future, si bien sûr les deux personnes concernées y étaient intéressées. Mais non, Emmanuel Macron n'avait toujours pas compris qu'il y avait un malaise social qu'il fallait résoudre en toute urgence. Ainsi, malgré le second samedi de manifestations, le Président de la République a préféré faire comme si rien ne se passait en France.

Dérapages des Gilets Jaunes et du président de la République

Le 3^{ème} samedi de manifestations soit le 1^{er} décembre 2018, la première erreur fut commise par les Gilets Jaunes. En effet, ce jour-là, l'Arc de Triomphe fut saccagé. D'ailleurs, il n'est toujours pas clair comment des manifestants ont pu entrer au sein de l'Arc de Triomphe et comment le monument national n'a pas été fermé au public et protégé. Ainsi, le mouvement des Gilets Jaunes vient de montrer un second visage. L'Arc de Triomphe est un monument national et donc n'a pas à être saccagé. Parallèlement, Emmanuel Macron a commis deux erreurs, débloquer indirectement 10 milliards d'euros et continuer à autoriser les manifestations sur les Champs Élysées.

Le déblocage de l'argent a fait croire que le gouvernement avait cédé suite au saccage de l'Arc de Triomphe et de la casse dans les rues avoisinantes. Le gouvernement français a montré qu'il était prêt à céder au chantage. Les Gilets Jaunes, bien que de plus en plus moins nombreux dans les rues, ont cru qu'il fallait commencer à casser les magasins et les restaurants pour obtenir gain de cause et faire fléchir le gouvernement. Aussi, les faux sondages circulaient sur les chaînes de télévision, 60% des Français étaient sympathisants des Gilets Jaunes ou de leurs idées, ensuite ce chiffre a chuté à 40%. La réalité était tout à fait autre, ceux qui prétendaient appuyer les Gilets Jaunes étaient principalement membres des partis d'opposition à Emmanuel Macron, la Gauche, la Droite, les écologistes et le

Rassemblement National. Bien sûr, des non-inscrits appuyaient aussi les Gilets Jaunes. Cet appui a vite disparu dès le 1^{er} décembre. Aussi, suite aux mesures économiques annoncées par le chef de l'État, beaucoup ont considéré qu'ils avaient obtenu l'essentiel et ont arrêté de manifester ou / et ont arrêté leur appui au mouvement des Gilets Jaunes.

Quant aux Gilets Jaunes, faute d'avoir obtenu rapidement ce qu'ils voulaient (par exemple, la hausse significative du SMIC et donc d'office l'augmentation des bas salaires), ils ont décidé de hausser le ton et d'accentuer la violence. Ainsi, les manifestations pacifistes du départ du mouvement ont laissé la place aux manifestations violentes dont le seul but était de chercher querelle et bagarre avec les Forces de l'ordre. Or, ces dernières ne sont pas responsables de la hausse du prix du carburant et ne rédigent pas les lois. Donc, leur en vouloir était une bêtise monumentale et s'en prendre à elles ne faisaient que discréditer le mouvement des Gilets Jaunes. De ce fait, Emmanuel Macron et son gouvernement sont petit à petit devenus le rempart contre l'insécurité et la pagaille représentées par les Gilets Jaunes. Le Président de la République fut encore plus renforcé grâce aux slogans scandés par les Gilets Jaunes lors des manifestations, slogans comme celui « *Macron démission* » ou les phrases prononcées par des Gilets Jaunes comme quoi, il fallait marcher sur l'Élysée. Or Emmanuel Macron fut élu légitimement Président de la République selon les lois de la 5^{ème} république et donc demander sa démission par une minorité de Français qui croyait qu'elle avait l'appui de 40 à 60% de Français relevait d'une grande naïveté. Même la France Insoumise n'a jamais réclamé la démission d'Emmanuel Macron, pourtant elle n'a jamais cessé son appui aux Gilets Jaunes et à leurs revendications.

Si certaines manifestations des Gilets Jaunes se passaient dans le calme, la plupart d'entre elles finissaient par des bagarres avec les Forces de l'ordre. Soient ces dernières voulaient disperser les manifestants à la fin des manifestations et donc l'usage de la force était utilisé, soit c'était les manifestants qui cherchaient la bagarre avec les Forces de l'ordre. Aussi, certaines manifestations avaient comme seul but la bagarre avec les Forces de l'ordre et casser les magasins dans les rues. La riposte des Forces de l'ordre était violente : du gaz lacrymogène mais aussi des balles dites de défense étaient utilisés pour disperser les manifestants. Ces dernières étaient tirées principalement et illégalement sur le visage ou sur la tête des manifestants. « *Entre novembre 2018 et mars 2019, plus de 13.000 tirs de LBD avaient été effectués par les forces de l'ordre lors des rassemblements des gilets jaunes.* »

<https://www.europe1.fr/societe/forte-hausse-des-blessures-aux-yeux-par-lbd-3928897>

Certains de ces tirs visaient surtout les yeux de certains manifestants. Ainsi, 23 personnes ont été éborgnées. D'autres ont eu les mains arrachées.

Volontairement, je ne souhaite pas dans cet article parler de la violence policière gratuite qui a transformé la vie de beaucoup de manifestants pour ne pas interférer avec les enquêtes judiciaires qui sont en cours.

J'ouvre une parenthèse pour signaler que les porte-paroles des Forces de l'ordre parlent de violences politiques au lieu de violences policières. Ils expliquent que les forces de l'ordre reçoivent des ordres de la part de leur hiérarchie politique, hiérarchie qui est à l'abri tandis que les forces de l'ordre sont face aux manifestants. Il est clair aussi que les forces de l'ordre ne peuvent pas rester indifférentes si des manifestants commencent à casser les magasins ou autres.

Il n'empêche que le mouvement des Gilets Jaunes a démarré comme un mouvement social pour finir comme un mouvement qui avait un seul but : se bagarrer avec les Forces de l'ordre et provoquer de la casse. Malgré cela, les sondages disaient que le mouvement est appuyé par au moins 40% des Français. Bien sûr, ces sondages absurdes reflétaient l'opinion des opposants à Emmanuel Macron, les électeurs du Rassemblement National et de la Gauche toute tendance confondue. Ces faux sondages ont continué à induire en erreur les Gilets Jaunes qui pensaient que plus il y a de la violence lors des manifestations, plus ils seront entendus.

16 mars 2019, les Gilets Jaunes se font Harakiri

Le 16 mars 2019, un piège fut tendu aux Gilets Jaunes ou bien ils se sont tendus eux-mêmes le piège. Suite à un appel national et international de ces derniers pour manifester à Paris, pour célébrer la fin du Débat National voulu par le Président de la République, des Gilets Jaunes et des personnes habillées en noir déferlèrent sur les Champs Élysées.

L'analyse des vidéos diffusées sur le net et sur les chaînes de télévision ainsi que les photos retrouvées dans les journaux concernant la pagaille qui a sévi sur les Champs-Élysées le 16 mars 2019 et avec ce que j'ai vu de mes propres yeux, a montré que l'État avait mis en danger les civils et les gendarmes présents sur les Champs-Élysées.

En effet, nous avons assisté à un attroupement de plus de 500 individus à côté de l'Arc de Triomphe qui ont arraché les pavés de la chaussée pour ensuite les lancer sur les gendarmes stationnés à l'Arc de Triomphe. Ce jeu a duré presque 2 heures 30 puisque les citernes d'eau de la police ont dispersé les casseurs vers 11h15. Néanmoins, les Forces de l'ordre ne sont pas intervenues ensuite pour arrêter ces mêmes individus. Or, dans une logique de maintien de l'ordre, les Forces de l'ordre auraient dû dépêcher une trentaine d'hommes pour arrêter au moins 4 casseurs qui étaient par terre sous la pression de l'eau et donc incapables de bouger.

Aussi, dès le matin, suite à l'absence de Forces de l'ordre le long des Champs-Élysées, des individus en ont profité pour casser certaines boutiques et restaurants. Casse et vol ont ensuite continué toute l'après-midi. Le nombre de gendarmes présents le long des Champs-Élysées n'était pas suffisant pour stopper la dégradation menée par ces individus. D'ailleurs, ces mêmes individus ont même attaqué les voitures des gendarmes qui se trouvaient au bas des Champs-Élysées (*Photo 1.*)



Photo 1. Des individus s'attaquant à un fourgon de la gendarmerie (*Le Figaro du 18 mars 2019*).

Selon le témoignage d'une Gilet Jaune recueilli par le Figaro : « *Les Black blocs sont venus librement sur les Champs-Élysées. Il n'y a pas eu de contrôle et personne ne les a empêchés de casser.* » (*Le Figaro du lundi 18 mars 2019*).

Pourquoi le Ministère de l'Intérieur a-t-il voulu mettre en danger la vie des gendarmes qui protégeaient et défendaient l'Arc de Triomphe ? (*Photo 2*).



Photo 2. Les gendarmes à l'Arc de Triomphe entourés par des personnes habillés en noir et de quelques Gilets Jaunes. Photo prise à 11h30 par René Albani.

Nous voyons clairement sur la photo 2 le petit nombre de voitures de gendarmes présentes à la place de l'Etoile. Ce faible effectif ne permet aux gendarmes que de se défendre plutôt que d'attaquer et d'arrêter certains manifestants.

Aucun responsable de ce Ministère n'était ce jour-là au PC de sécurité de la Police ?

Fallait-il attendre l'après-midi ou le soir pour se rendre compte que les Champs-Élysées étaient entre les mains de casseurs ?

Pourquoi le Ministère de l'Intérieur a-t-il laissé les gendarmes seuls affronter les casseurs ?

Comment a-t-on placé des gendarmes en très faible nombre et pourquoi les CRS et les policiers de la BAC n'ont pas été dépêchés sur place pour aider les gendarmes ?

Une unité de la BAC a été dépêchée sur les Champs-Élysées le matin mais était restée passive. Cette unité a reçu l'ordre de quitter les Champs-Élysées rapidement.

Or, les Forces de l'ordre ont toujours été présentes sur les trottoirs des Champs Élysées lorsque les Gilets Jaunes y manifestaient (*Photo 3*).

Pourtant, le Ministère de l'Intérieur a classé cette journée du 16 mars comme étant à haut risque. Des fouilles dans les trains et des barrages sur certaines grandes routes étaient programmés, mais rien n'a été fait. Pourquoi ?



Photo 3. Les gendarmes sur les Champs-Élysées le 2 mars 2019. Photo prise par René Albani.

Le 16 mars, comme par hasard, aucun policier n'était présent sur les Champs Élysées (*photo 4*).



Photo 4. Les manifestants sur les Champs-Élysées le 16 mars 2019 (*Le Figaro du 18 mars 2019*).

Ce qui est grave, c'est le fait que le pouvoir politique a mis en danger la vie de gendarmes et des civils. Le gouvernement porte la responsabilité de ce qui s'était passé sur les Champs Élysées le 16 mars 2019. Il savait que des Black blocs allaient venir sur Paris en nombre important et n'a rien fait pour les en empêcher. En effet, Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, déclara : *« Nous avions prévu ce niveau de violence... La consigne de la plus grande fermeté n'a pas été exécutée convenablement pour faire face à la menace de 1500 Black blocs et de 8500 casseurs prêts à tout, prêts à tuer. Des consignes inappropriées ont été passées aux Forces de l'ordre. »*

Nous pouvons constater que Monsieur Castaner connaissait le nombre exact de Black Blocs et de casseurs qui étaient présents sur les Champs-Élysées. D'où la négligence du ministre dans la non-protection des gendarmes et des civils présents le long des Champs-Élysées.

Le 16 mars 2019, le gouvernement français a été négligeant car il a voulu discréditer les Gilets Jaunes aux yeux des Français. Ensuite, le même gouvernement a profité de cet événement pour se débarrasser de certaines personnes dont le préfet de police et a ensuite interdit les Champs-Élysées aux Gilets Jaunes.

Or, le vrai patron des Forces de l'ordre est le Ministre de l'Intérieur et non le préfet de police. De ce fait, il aurait fallu que Monsieur Castaner démissionne.

Dès 8h30 le matin, les casseurs se sont invités sur les Champs-Élysées et malgré les agressions contre les gendarmes qui se trouvaient à l'Arc de Triomphe et malgré la casse qui a démarré assez tôt, le PC de la préfecture de police n'a pas réagi.

Plusieurs magasins ont été vandalisés. Citons Boss, Etam, Al-Jazeera Parfums, Nike, Swarovski, Bulgari, Longchamp, SFR et la boutique du PSG. Le restaurant Le Fouquet's a été lui aussi saccagé et volé. Ce restaurant est pour des Gilets Jaunes, le symbole de l'oligarchie et donc sa destruction n'était pas à déplorer, surtout par des Gilets Jaunes manipulés et infiltrés par les partis politiques d'extrême gauche et d'extrême droite.

Le 16 mars 2019, le piège s'est refermé sur les Gilets Jaunes. L'État n'a rien fait pour éviter le saccage et la casse des boutiques sur les Champs-Élysées et a montré ainsi que le mouvement est devenu irresponsable. Les Gilets Jaunes pensaient rééditer ce qui s'était passé le 1^{er} décembre. L'entrée (toujours inexplicée) de casseurs au sein de l'Arc de Triomphe ce jour-là, et le saccage d'une partie de son contenu a poussé le président de la République à débloquer 10 milliards d'euros, croyant ainsi calmer les esprits. Mais, Emmanuel Macron a fait une erreur car il a montré qu'il est prêt à céder face à la violence de la rue.

Je suis désolé, mais il n'y a aucune fierté à saccager et à profaner un monument national, et l'Arc de Triomphe en est un. Il est pour tous les Français et n'a pas à être tagué ni saccagé.

Il en est de même pour les boutiques et restaurants saccagés sur les Champs Élysées et ailleurs. Ce n'est pas le saccage et la destruction de ces boutiques et restaurants qui vont permettre aux Français d'augmenter leur pouvoir d'achat.

D'ailleurs, il est très étonnant de constater que la police n'arrête pas les personnes qui appellent sur les réseaux sociaux à la violence dans les manifestations. Si Monsieur Castaner savait que le 16 mars, il y aurait 8500 casseurs qui allaient arriver sur les Champs-Élysées, c'est que l'information lui a été fournie par les services de renseignement français. Tout le monde peut supposer que ces mêmes services suivent ce qui se passent sur les réseaux

sociaux et donc doivent connaître les personnes qui lancent des appels à la violence avant les manifestations. Et s'ils ne les arrêtent pas, c'est parce que ces personnes-là servent l'intérêt du pouvoir en place et donc desservent la cause défendue par les Gilets Jaunes.

Le mouvement des Gilets Jaunes a servi les intérêts du régime macroniste

Par ailleurs, la pagaille au sein des Gilets Jaunes est due à une absence totale d'organisation interne. Éric Drouet, s'il a lancé le mouvement par son appel, n'a aucune influence réelle sur les décisions prises par les différents groupes de Gilets Jaunes. Ces groupes travaillent d'une façon indépendante et de temps à autre, ils se retrouvent à des soi-disant congrès, en envoyant des délégués, pour unifier leurs décisions. Par exemple, les délégations ont décidé de boycotter les élections européennes, sauf qu'en réalité, beaucoup de Gilets Jaunes ont voté lors des européennes et selon les sondages, 44% des Gilets Jaunes ont voté pour la liste du Rassemblement National. Ainsi, pendant que les politiques de gauche, particulièrement ceux de la France Insoumise et Europe-Écologie-Les Verts défendaient bec et ongles les Gilets Jaunes et leurs revendications, le mouvement était noyauté par le Rassemblement National.

Plus les manifestations des Gilets Jaunes avaient lieu, plus les revendications sociales de départ disparaissaient et plus la violence s'incrétait. Le piège du 16 mars 2019 a facilité au gouvernement la prise de mesures drastiques qui ont satisfait les électeurs des Républicains et du Centre. Empêcher les manifestations sur les Champs Élysées et dans des quartiers voisins, a non seulement affaibli le mouvement des Gilets Jaunes mais a surtout montré que le président de la République sait gérer la situation en affaiblissant les Gilets Jaunes voire en les marginalisant. D'ailleurs, les listes Gilets Jaunes aux européennes ont fait moins de 1% aux européennes, ce qui montre clairement que très peu de Français appuyaient les Gilets Jaunes.

Aussi, l'absence de structuration interne du mouvement a facilité les bagarres internes entre différentes factions et donc entre différentes personnes ou groupes. J'ai découvert que certaines personnes responsables qui prétendaient être pacifistes, encourageaient en réalité la violence. Or, la violence n'a fait que desservir le mouvement puisqu'elle a détourné les regards des vrais problèmes soulevés par les Gilets Jaunes. Il y a eu des blessés et mutilés, ce qui aurait pu être évité.

Sans parler de la haine verbale qui s'est déferlée sur les réseaux sociaux, haine et appel à la mort contre des groupes ou des individus.

L'essence même du message initial des Gilets Jaunes a été étouffé par les mêmes Gilets Jaunes.

De même, la structuration était importante pour la communication avec la population française et les médias. Actuellement, le mouvement des Gilets Jaunes est boycotté par les médias, aucun prétendu responsable n'est invité sur les plateaux de télévision. Aussi, la préfecture de police de Paris impose des parcours sans intérêts. En effet, dans la plupart des rues arpentées par les Gilets Jaunes, il n'y a presque personne sur les trottoirs.

Les manifestations des Gilets Jaunes tous les samedis sont devenues une attraction touristique, lorsqu'il y a des touristes qui passent à côté. Dans certaines villes, les manifestations ne sont pas déclarées à la préfecture et donc dès le début des manifestations, les forces de l'ordre chargent les manifestants et après deux heures de bagarre, les manifestants rentrent chez eux. Est-ce comme ça que les Gilets Jaunes défendent les intérêts des plus démunis de la société française et de ceux qui travaillent sans pouvoir boucler la fin du mois ?

Les soi-disant figures du mouvement ont détruit le mouvement. Ces personnes-là feraient mieux de rentrer chez elles. Beaucoup de ces personnes-là sont entourées par des individus qui viennent dans les manifestations agresser d'autres Gilets Jaunes ou les Forces de l'ordre.

Il y a eu des personnes qui ont compris l'intérêt des élections européennes, élections qui n'ont jamais intéressé les Français parce qu'ils ne savent pas les intérêts et les inconvénients de l'Union européenne. Et c'est là où les Gilets Jaunes auraient pu faire une vraie union pour présenter une liste unique appuyée par tous les Gilets Jaunes. Mais, faire une liste avec des projets est un travail intellectuel. Certains ont cru que la présence de cette liste les mettra de côté, ce qui n'est pas vrai, et donc tout a été fait pour saborder la création de cette liste unique. L'important était surtout de faire barrage à la liste LaREM et ceux qui appelaient à voter aux européennes appelaient à voter tout sauf LaREM.

Plus les Gilets Jaunes appelaient à agir ou à voter contre la liste LaREM aux européennes, sans faire une offre sociale et politique sérieuse et crédible, plus les électeurs de la Droite modérée se rapprochaient du président de la République, lâchant dans la foulée les Républicains et les Centristes.

Ainsi, grâce aux Gilets Jaunes, Emmanuel Macron a reconstitué un socle électoral solide qui lui a permis de faire un très bon score aux élections européennes.

En conclusion, les Gilets Jaunes étaient et restent les meilleurs alliés d'Emmanuel Macron.